

50 personnes expulsées à Gennevilliers ils campent dans la rue pour être relogés

Ils sont 50, dont 11 familles avec enfants expulsés le 8 avril à l'aube par les CRS.

« En 2004, alors que nous étions à la rue, nous avons occupé cet immeuble vide depuis des années appartenant à GDF-SUEZ pour nous mettre à l'abri et protéger nos enfants.

Nous travaillons durement pour des salaires de misère, nous occupons les lieux paisiblement, et pour la moitié d'entre nous, avons des papiers et fait une demande HLM.

Nous demandons simplement à être logés pour vivre décemment, signer un bail et payer un loyer, élever nos enfants.

Lors de notre expulsion, il nous a été proposé 3 nuits d'hôtel loin de chez nous, à Drancy et à Paris, et après... la rue. » (extraits de leur tract)

Avec le DAL, ils ont décidé de s'installer devant l'immeuble, mais la police les en délogés dimanche 10 à l'aube, et ont arrêté 8 sans-papiers. 2 ont été libérés dimanche soir, et 2 autres jeudi.

Depuis dimanche et suite au rassemblement devant le commissariat de Gennevilliers pour faire libérer les sans-papiers, ils se sont restés derrière la mairie.

Ils sont dans la rue, avec des enfants :

avec d'autres Gennevillois, nous demandons à la mairie de leur prêter un local où s'abriter.

Ils sont décidés à continuer à camper, car c'est le seul moyen d'être visibles, de ne pas être isolés, car ils n'ont pas d'autres chances d'avoir le vrai logement, qu'on leur refuse depuis des années.

Le mal-logement concerne près d'un habitant sur six en France et en 2008, il y avait 1 867 901 demandes de logement social.

Le gouvernement ne fait rien pour résoudre cette crise. La construction de logements accessibles à tous et aux salariés avec des bas revenus ou même des revenus "normaux" n'a jamais été aussi faible. Et en plus, dans les quartiers populaires, partout en France, on démolit des logements sociaux de bonne qualité et en bon état, comme la cité rouge à Gennevilliers.

Selon une étude de la HALDE de 2006, un maghrébin a 1,75 fois moins de chance d'avoir une réponse positive dans le parc privé qu'un blanc, et « le candidat d'origine noire africaine a 2,5 fois moins de chances d'obtenir une réponse positive que le candidat de référence ».

Il est donc normal et juste que des immeubles vides soient occupés par des sans-logis. Comme ici, ce sont souvent des immeubles appartenant à des grands groupes industriels ou des banques, laissés vides pour la spéculation.

Ce ne sont pas des « squatteurs », mais des occupants par nécessité : ils peuvent et veulent payer loyer et impôts locaux.

« Nous demandons : Une table ronde avec GDF-SUEZ, le département des hauts de Seine et la préfecture pour organiser le relogement des expulsés, et en attendant un hébergement dans le département.

Nous appelons à la solidarité et à la création d'un comité de soutien :

Signez la pétition, parlez en autour de vous, faites pression sur le Conseil Général des Hauts de Seine, sur le propriétaire, GDF-SUEZ, sur la Préfecture, et sur la Mairie de Gennevilliers qui devrait être solidaire et nous soutenir. »